Entre l'Orient et l'Occident (II)

al-Balagh, 12 avril 1945

On n'a pas fini de discuter de ce que la Russie a bien voulu signifier en décidant de ne pas renouveler son propre traité d'amitié et de neutralité avec la Turquie — traité qui, à ses propres yeux, ne convient plus aux circonstances du monde nouveau, et se trouve désormais en besoin de nombreux amendements et changements.

Les spéculations se sont multipliées quant aux amendements et changements que la Russie entend précisément proposer — les uns restant mesurés, d'autres versant dans l'excès — au point que certains journaux anglais ont rapporté, hier, que la Russie entendait exiger de la Turquie la liberté des détroits, la cession de deux de ses propres provinces frontalières, et une réforme de sa propre constitution afin de la rendre véritablement démocratique. Il est probable qu'une telle spéculation n'est pas exempte d'une exagération considérable, et elle est, en tout cas, en contradiction avec les déclarations qu'a faites la Russie au sujet des pays qu'elle a libérés de l'Allemagne. La Russie a déclaré, à plusieurs reprises, qu'elle n'avait nulle envie de s'immiscer dans les affaires politiques et sociales propres de ces pays, ni de réaliser la moindre ambition territoriale pour elle-même — elle l'a déclaré au sujet de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Hongrie, et l'a déclaré de nouveau, hier même, au sujet de l'Autriche. Il paraît déraisonnable que telle soit la position de la Russie envers les pays qu'elle a elle-même libérés par les armes, tout en adoptant une position toute différente envers un pays indépendant et neutre, avec lequel elle n'a connu aucune guerre. Plus proche de la raison, peut-être, ce qui fut rapporté il y a quelque temps : que la Russie veut la liberté des détroits, d'une part, et une garantie de coopération militaire avec la Turquie — si le besoin s'en faisait un jour sentir — d'autre part.

Mais l'important est que la Russie avait à peine fini d'informer la Turquie de son retrait de ce traité, qu'elle franchit exactement le même pas avec le Japon, l'informant à son tour qu'elle ne renouvellerait pas leur propre traité d'amitié et de neutralité — et l'en informant, de surcroît, sur un ton assez vif pour frôler le défi et l'avertissement. Les spéculateurs se sont empressés de déclarer que la Russie pourrait bien déclarer la guerre au Japon avant même que le traité n'arrive à son propre terme ; d'autres ont dit que ce serait plutôt le Japon qui déclarerait la guerre à la Russie

avant ce même terme. Ce qui est clair, c'est que ce pas de la Russie aura des suites, demain ou après-demain, que la Russie ne l'a pas franchi en vain, et qu'elle visait par là des objectifs à la portée bien plus vaste, et à l'effet bien plus profond, que ce qu'elle a obtenu en se contentant d'annuler son traité avec la Turquie.

Ce qui est également clair, c'est que la nouvelle position de la Russie envers la Turquie n'a pas plu à ses alliés britanniques et américains, tandis que sa nouvelle position envers le Japon leur a plu, du moins en apparence. La Turquie est l'alliée des Britanniques et l'amie des Américains, tandis que le Japon est l'ennemi commun des uns et des autres ; la fermeté des Russes envers les Turcs déplaît sans nul doute aux Alliés, tandis que leur fermeté envers le Japon leur plaît sans nul doute. Si tout cela prouve quelque chose, c'est que les Russes ont leur propre politique indépendante, qu'ils conduisent et dirigent selon leurs propres méthodes, elles aussi indépendantes. La Russie s'est longtemps sentie à l'étroit dans les conditions politiques et géographiques que lui imposaient les détroits et la mer Noire, et elle souhaite se libérer de cette contrainte. La Russie s'est également sentie à l'étroit dans les conditions politiques et géographiques que lui imposait l'Extrême-Orient — surtout depuis la victoire du Japon sur elle au début de ce siècle — et elle souhaite se libérer de cette contrainte-là aussi. En un mot, elle souhaite accomplir sa propre politique traditionnelle, héritée de l'époque des tsars : la liberté d'action au Moyen-Orient et en Méditerranée, d'une part, et la liberté d'action en Extrême-Orient, d'autre part. La Russie ne connaîtra de répit que le jour où elle disposera, dans toutes ces régions, de la même liberté que possèdent déjà ses deux grandes alliées, la Grande-Bretagne et l'Amérique.

La conséquence de tout cela, c'est que la guerre entre la Russie et le Japon est, sans nul doute, inévitable : les affaires de l'Extrême-Orient, et ses propres zones d'influence, ne sauraient être organisées en l'absence de la Russie à la conférence de paix, et la Russie devra nécessairement assister à cette conférence aux côtés des Britanniques, des Américains, des Français et des Chinois. La Russie devra aussi, inévitablement, se venger de la guerre russo-japonaise livrée au début de ce siècle.

Les milieux politiques britanniques et américains ont ressenti cette orientation russe avec force et clarté. Les observateurs ont remarqué que la satisfaction, en Amérique par exemple, n'a pas été très grande devant ce pas que la Russie a franchi avec le Japon, et que les Américains se sont demandé quand la guerre serait déclarée entre les deux puissances ; la

satisfaction britannique devant ce même pas fut, elle aussi, mesurée. Je ne sache pas que ce pas ait été évoqué à la Chambre des communes britannique, mais les Britanniques sont un peuple pratique, habile à saisir les occasions, habile à affronter les événements et les épreuves à mesure qu'ils surviennent, et habile à se prémunir pour l'avenir contre les difficultés et les problèmes qu'il pourrait soulever. Et bien que les instances officielles britanniques n'aient annoncé aucun plan particulier concernant la position de la Russie envers la Turquie ou sa position envers le Japon, le Times a publié, il y a deux jours, un article d'une réelle importance et portée concernant les pays du Moyen-Orient, et il est fort probable qu'il publiera un jour un autre article d'une importance et d'une portée semblables concernant les problèmes de l'Extrême-Orient.

Quant à l'article publié il y a deux jours, il est réellement remarquable, et réellement pratique : le rédacteur du Times n'y demande rien de plus que ceci — que la Grande-Bretagne ne porte plus seule le fardeau de la sécurité politique, militaire et économique dans les pays du Moyen-Orient, comme ce fut le cas durant cette guerre, mais que les quatre grandes puissances s'y associent toutes ensemble. Ces quatre grandes puissances sont, naturellement, la Grande-Bretagne, la France, la Russie et l'Amérique. Le sens de cette proposition est que le Times veut que la Grande-Bretagne ouvre la porte à une coopération russe et américaine dans les affaires de cet Orient. Les affaires du Proche-Orient avaient été, à tout le moins, un quasi-monopole de la Grande-Bretagne et de la France ; or, il apparaît aujourd'hui que ce monopole n'est plus utile, ou n'est plus possible, et il apparaît conforme à l'intérêt général de l'humanité — ou aux nécessités générales de l'humanité — que ces quatre puissances considérables coopèrent à la supervision des affaires de cet Orient. Si la Chine avait une puissance égale à celle de ces quatre États, elle aussi serait invitée à prendre part à cette supervision ; mais la portée de la Chine est trop courte pour atteindre le Moyen-Orient, ne disposant d'aucune flotte navale ou aérienne capable d'atteindre la mer Rouge, la Méditerranée ou la mer Noire — il lui suffit de prendre part aux affaires de l'Extrême-Orient.

Il propose, en outre, que le Centre d'approvisionnement du Moyen-Orient ne soit pas supprimé, l'expérience ayant montré qu'il fut d'une grande utilité en temps de guerre, et qu'il se révélera, croit-on, d'une utilité tout aussi grande après l'armistice et après la paix elle-même, servant d'instrument véritable de coopération entre l'Orient et l'Occident.

On pourrait bien demander quelle position les pays du Proche et du Moyen-Orient sont eux-mêmes censés adopter face à cette coopération entre grandes puissances, telle que l'imagine, et telle que la dépeint également, le rédacteur du Times. La position assignée à ces pays orientaux est fort simple, et parfaitement claire : celle de mineurs sous tutelle, ayant besoin de tutelle, d'assistance et de conseil, jusqu'au jour où ils atteindront leur majorité. Leurs propres positions militaires d'importance stratégique doivent être protégées, l'expérience ayant montré que cet Orient revêt une importance militaire considérable, et que sa maîtrise se révèle décisive en temps de guerre. La Grande-Bretagne a assumé la protection de ces positions militaires, soutenue en cela par les pays orientaux eux-mêmes, d'une manière qui a sa réelle valeur — mais elle ne devrait plus, désormais, porter seule ce fardeau. La supervision du système économique de cet Orient est tout aussi indispensable, tant parce qu'il se trouve sur la route du commerce, que parce qu'il constitue lui-même une source considérable de production — chose dont on ne saurait se passer, ni en temps de paix ni en temps de guerre.

La Ligue arabe a désormais été créée, et sa création constitue un pas véritablement heureux vers cette coopération entre l'Orient et l'Occident.

Tout cela, le Times l'a dépeint, il y a deux jours, d'une manière magnifique et émouvante, et n'a pas manqué de mentionner, dans ce même article, l'indépendance de ces pays orientaux, et la préservation de leur propre dignité. Et quoi de plus aisé que de préserver la dignité et l'indépendance, une fois assurées la protection des centres militaires, la supervision des affaires économiques, et la fourniture d'assistance et de conseil à ces États, jusqu'à ce qu'ils puissent compter sur eux-mêmes ? Je ne sais si le Times, dans cet article, se contente de dépeindre l'opinion publique britannique telle qu'elle est réellement, ou si le Times souhaite inviter l'opinion publique britannique à se représenter les affaires du Moyen-Orient exactement selon ces lignes.

Mais ce dont je ne doute pas le moins du monde, c'est que les Orientaux eux-mêmes n'imaginent nullement l'avenir proche selon ces lignes — bien plus, ils ne l'imaginent même pas selon quoi que ce soit qui en approche. Ils n'ont nulle envie de passer de la tutelle d'une seule puissance à la tutelle de quatre ; ils veulent, au contraire, se débarrasser de toute tutelle, qu'elle soit exercée individuellement ou collectivement, et s'en débarrasser franchement, sans la moindre ambiguïté. Ils ne

peuvent supporter l'occupation, quelles qu'en soient les raisons, les fins ou les prétextes ; ils veulent prendre part eux-mêmes à la sauvegarde de la sécurité internationale, et assumer eux-mêmes la protection de leurs propres positions d'importance stratégique. Ils ne veulent pas de supervision économique — ils veulent une coopération économique, qu'ils organisent eux-mêmes entre leurs propres États d'une part, et qu'ils organisent entre eux et l'Europe et l'Amérique d'autre part, organisée comme des adultes libres et indépendants organisent leurs propres affaires, et non comme des mineurs ayant besoin de tuteurs.

Ce que je puis affirmer avec une réelle assurance, c'est que je dépeins l'opinion publique orientale avec la plus grande exactitude, et que nos amis britanniques, ainsi que d'autres Européens et Américains, se trompent du tout au tout s'ils croient pouvoir encore s'adresser à l'Orient dans cette langue ancienne, désormais tout à fait usée, que l'Orient est devenu incapable de comprendre, ou de supporter davantage.

Tout cela indique, semble-t-il, que la conférence de San Francisco n'est pas, à elle seule, ce qui occupe l'opinion publique mondiale — elle n'en est, en réalité, qu'une part assez mineure, comparée aux problèmes qui occupent, et devraient occuper, les esprits. J'ignore lequel des deux constitue véritablement l'essentiel, et lequel n'est que secondaire, mais je suis presque convaincu que les problèmes dont j'ai parlé ici en constituent le fond, et que la conférence de San Francisco se réunira, et mènera ses travaux, en marge de ces mêmes problèmes.

Le secrétaire d'État américain nous a appris, dans un discours prononcé il y a quelques jours, que la tâche de la conférence de San Francisco est fort modeste : établir un système de sécurité internationale, fonder une Cour internationale de justice, et fonder un Conseil économique international. Toutes ces choses sont fort bonnes, mais elles forment un édifice qui nécessite un fondement, et ce fondement ne sera pas posé à la conférence de San Francisco ; car la conférence de San Francisco ne sera pas une conférence de paix, et ne tranchera ni l'indépendance des États qui la réclament, ni l'achèvement de l'indépendance des États qui souhaitent la parachever. Elle laisse toutes ces questions de côté, et établit, à la place, un système idéal pour réaliser et protéger la paix, une fois que le monde aura achevé les arrangements qui lui procureront quelque stabilité. L'Égypte, je crois, a compris la conférence avec justesse, forte de sa propre expérience : elle l'a d'abord imaginée considérable et d'une extrême importance, et lui a constitué une délégation tout aussi considérable et importante ; puis, à mesure que

la tâche de la conférence se réduisait peu à peu, notre propre délégation s'est elle aussi réduite peu à peu — jusqu'à ce que, la tâche de la conférence étant apparue pour ce qu'elle est réellement, fort utile mais fort modeste, notre propre délégation se soit révélée parfaitement adaptée à cette conférence utile et modeste. Elle compte trois membres, non dix, et trois suffisent amplement ; elle est présidée par le ministre des Affaires étrangères, non par le président du Conseil, et le ministre des Affaires étrangères y suffit amplement.

Souhaitons donc plein succès à la conférence, souhaitons triomphe et bonne fortune à notre propre délégation — et souhaitons, avant tout cela et après tout cela, que l'Égypte obtienne ses propres droits, pleins et entiers, sans que ne les entache ni occupation, ni tutelle, ni supervision d'aucune sorte.